



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



La Poste
Paris 11-12-20

Lundi 8 janvier 2024

Une bonne résolution contre les guerres et la misère :

EN FINIR AVEC LE CAPITALISME !

Pour faire genre « nouvelle année, nouvelle politique », Macron annonce le remaniement de son gouvernement... Nous ne pleurerons évidemment pas la Première ministre Élisabeth Borne, recordwoman des 49.3 : Macron l'a mise en retraite anticipée, mais nous n'oublierons pas qu'elle nous a obligés à trimer deux ans de plus en repoussant la nôtre. Mais si la tête de gondole change, les marchandises dans le rayon seront toujours aussi abjectes et révoltantes...

Leurs guerres, nos morts

La promesse de cette société capitaliste pour 2024, c'est toujours plus de guerres. Le rythme désespérant des morts se poursuit dans la bande de Gaza et en Cisjordanie : déjà plus de 30 000, et 100 000 blessés. Du sang, des larmes, la faim, les maladies, les décombres, la fuite encore et toujours pour le peuple palestinien, victime de l'État colonial israélien avec la bénédiction des grandes puissances. En Ukraine, la guerre redouble d'intensité ces dernières semaines, alors que les deux camps comptent déjà plus de 500 000 morts ou blessés. Les marchands d'armes sont assurés de passer une bonne année : en 2023, le cours de leurs actions s'est envolé et les carnets de commande débordent.

Leurs profits, nos galères

En décembre, les prix à la consommation ont repris une augmentation de 0,6 %, en premier lieu les produits alimentaires et l'habillement. Acheter de quoi se nourrir correctement, des chaussures et des vêtements chauds pour l'hiver, c'est compliqué pour beaucoup d'entre nous. Et pour toutes celles et ceux qui sont déjà tombés dans l'extrême misère, c'est la rue, le froid, la galère de la survie à l'ombre des lumières de ce monde consumériste : à Strasbourg, plus de 2 000 personnes dorment dans la rue cet hiver, un record dans la « capitale du marché de Noël et ses trois millions de visiteurs ». Nos salaires s'écrasent, leurs profits s'envolent : les entreprises

du CAC 40 ont distribué 97 milliards de dividendes à leurs actionnaires en 2023. Autre genre de record...

Leur racisme, notre solidarité de classe

La loi « asile-immigration » concoctée et votée par toute la droite et l'extrême droite, de Darmanin à Le Pen, inscrit la « préférence nationale » dans le droit de ce pays. Ce que les fachos et les racistes réclamaient depuis des années, Macron l'a fait. Celui qui en 2017 et en 2022 se prétendait un « barrage » à l'extrême droite, avec l'aval des dirigeants de la gauche institutionnelle et syndicale, lui a en fait ouvert les vannes. Pour nous sauver de la noyade et repousser les offensives d'un milieu politique dirigeant de plus en plus réactionnaire, il n'y aura aucune bouée institutionnelle. Ce ne sera ni le Conseil constitutionnel, ni une dissolution de l'Assemblée nationale, ni des élections qui nous permettront d'affirmer que les seuls étrangers sur cette terre, ce sont les patrons et les actionnaires. Ce seront nos luttes collectives de travailleurs, de travailleuses, de jeunes, de retraités, avec ou sans papiers, pour l'égalité des droits et l'ouverture des frontières.

À nous d'exaucer nos vœux !

Si nous souhaitons le meilleur pour cette année, celui-ci ne viendra que de nos mobilisations et de nos luttes. Certains mettent déjà en pratique de bonnes résolutions. Les salariés du Mont Saint-Michel et du centre Georges-Pompidou sont en grève depuis fin décembre pour leurs salaires, des embauches et leurs conditions de travail. Exactement ce dont nous avons besoin tous et toutes. Meilleurs vœux de victoire à leurs grèves !

Soyons aussi de nouveau très nombreuses et nombreux à manifester notre solidarité de classe internationaliste : le week-end prochain en solidarité avec le peuple palestinien, et contre la loi Darmanin-Le Pen, dès le 14 janvier, et ce jusqu'à son retrait total !

La galette postale, c'est la porte ?

Cette semaine, des collègues intérimaires ont été mis dehors, notamment au 12^e, après des mois à galérer à cause des réorgs. Eux n'ont plus de travail et nous, nous allons trimer pour deux ?

Avis à la direction : ni nous, ni eux ne sommes de la chair à exploitation.

Le vieux serpent de mer

La direction revient à la charge avec la sécabilité inopinée que nous refusons depuis des années. Ce n'est pas là première fois que La Poste cherche à nous donner du boulot en plus pour ne pas remplacer les collègues en congés ou maladie.

Pas question de se partager les tournées des absents : le plus « judicieux » serait de commencer par ne pas virer les intérimaires !

À quand le planning des embauches ?

La direction commence à faire passer les feuilles pour les congés, en demandant une fois encore de poser dès maintenant tous ceux de l'année. Sans garantie pour autant qu'ils soient acceptés !

Elle dit que c'est pour assurer notre « bien-être au travail ». Un comble alors que, qu'elle soit prévenue dix jours ou un an en avance, La Poste ne remplace pas les absents.

Sous le minimum

Au 1^{er} janvier 2024, le SMIC a été revalorisé. Grand prince, le gouvernement l'augmente de quelque 50 centimes par jour. C'est encore trop généreux pour La Poste : pour voir notre salaire rattraper le SMIC, il faudra attendre les prochaines négociations annuelles... ou surtout la prochaine grève ! Car pour faire face à l'inflation, c'est de 400 euros minimum chaque mois dont nous aurions besoin.

Bonne soldate du patronat

Elisabeth Borne a cédé la place à Gabriel Attal, se disant « fière du travail accompli », c'est-à-dire des réformes contre le monde du travail, passées le plus souvent par 49.3. Ce qu'elle appelle son « combat » mené sans relâche, c'est de nous avoir imposé de travailler deux ans de plus, d'avoir sabré les budgets de l'école, de la santé, du logement, de s'être attaquée aux indemnités des chômeurs et à une partie notre classe sociale – autant dire à tous les travailleurs – avec la loi Asile et Immigration.

Les assurances pratiquent le goutte-à-goutte

Bruno Le Maire a encore menti en direct : selon lui, 50 % des sinistrés du Pas-de-Calais auraient été indemnisés. En réalité, les assurances ont distribué seulement 60 millions d'euros sur les 550 millions qu'a coûté la catastrophe (sans compter les nouvelles inondations). On est donc loin du compte.

Israël : des « refuzniks » tiennent bon

Malgré l'ambiance particulièrement violente et xénophobe en Israël depuis l'attaque du Hamas et l'intensification de la guerre contre le peuple palestinien, certains jeunes israéliens continuent de refuser de se laisser embarquer dans une guerre d'épuration ethnique, en n'acceptant pas de servir dans l'armée israélienne.

France 24 s'est entretenue avec l'une d'entre elles, Sofia Orr. Elle déclare : « *Le 25 février, date à laquelle est prévu mon enrôlement, je refuserai de m'engager dans l'armée israélienne et j'irai en prison militaire pour cela. Je refuse de prendre part aux politiques violentes d'oppression et d'apartheid qu'Israël a promulguées à l'encontre du peuple palestinien, et plus particulièrement maintenant avec la guerre. Je veux me battre pour faire passer le message qu'il n'y a pas de solution militaire à un problème politique. Cela est plus évident que jamais aujourd'hui. Je veux faire partie de la solution et non du problème* ».

Un discours mûrement réfléchi qui fait écho à celui de son ami, Tal Mitnick, premier objecteur de conscience condamné et emprisonné depuis le début de l'opération à Gaza. En refusant de participer à l'oppression des Palestiniens, les refuzniks israéliens font preuve de courage et de détermination.

France Travail et tais-toi

Au 1^{er} janvier, Pôle emploi est devenu France travail. Tout comme, en décembre 2008, l'Agence nationale pour l'emploi avait pris le nom de Pôle emploi, sans que cela ne change grand-chose à la situation des chômeurs et des demandeurs d'emplois... Sauf qu'en général, le gouvernement profite de ces changements pour leur serrer un peu plus la vis.

C'est le cas aujourd'hui avec la réforme du RSA, dont les allocataires ont désormais l'obligation d'être inscrits à France Travail et de travailler gratuitement une dizaine d'heures par semaine. Cela ne fera évidemment en rien baisser le chômage.

Quant au patronat il pourra continuer à embaucher et à virer comme bon lui semble.